

Société de la connaissance : la nouvelle frontière

En présence de **Gilles de Robien**, ministre de l'Education nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Sous le haut patronage de **Claude Goasguen**, député de Paris, délégué général de
l'UMP en charge de la Recherche et de l'université, ancien ministre

Convention organisée par **Valérie Pécresse**, député des Yvelines, porte-parole de l'UMP
et **Laurent Wauquiez**, député de Haute-Loire, secrétaire national de l'UMP auprès du
secrétaire général délégué

Comité scientifique d'organisation présidé par **Jean-François Dhainaut**,
président de l'université René Descartes-Paris 5

devraient être consacrées à la recherche et au développement dans les différents pays de l'Union européenne, dont 2% dans le secteur privé. Or, avec seulement 2,2% du PIB alloués à la recherche dont 1,4% dans les entreprises, la France accuse un retard qui doit être comblé. Cet effort quantitatif devra se doubler d'un effort qualitatif pour améliorer l'efficacité de la dépense de recherche. Quels partenariats envisager entre la recherche publique et celle des entreprises ? Comment améliorer la valorisation des travaux de la recherche et favoriser le développement de nouvelles entreprises innovantes par les chercheurs ? Comment améliorer le financement des PME et stimuler leurs capacités d'innovation ? Qu'attendre de ce point de vue des pôles d'attractivité et de l'agence pour l'innovation industrielle ?

Présidente de séance : **Nathalie Kosciusko-Morizet**, député de l'Essonne, déléguée générale de l'UMP à l'Ecologie

Invités

Louis Choquel, président de Zslide

Pascal Iris, Directeur d'Armines, président-directeur général de Transvalor

Philippe Pouletty, ancien président de France Biotech, directeur du Conseil stratégique de l'innovation

Elie Srour, conseiller en propriété industrielle, ancien directeur de la propriété intellectuelle chez Renault

Pierre Tambourin, directeur général du Gépôle d'Evry

Sixième débat - Relever le défi de la société de l'information - Salon Saint-Germain

L'émergence de la société de la connaissance procède largement des potentialités inscrites dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) : nouveaux moyens de diffusion et de classification du savoir, approfondissement du lien entre science et société, mais aussi développement d'une authentique intelligence collective. Avons-nous suffisamment pris conscience des conséquences du développement des TIC ? Quels outils et quelles politiques la France et l'Union européenne doivent-elles mettre en place pour être la hauteur des défis de la société de l'information ? Comment favoriser le dynamisme de l'Internet francophone, dans sa double dimension, non marchande et commerciale ?

Président de séance : **Claude Malhuret**, maire de Vichy, secrétaire national de l'UMP, fondateur de doctissimo.fr, ancien ministre

Invités

François Bourdoncle, président d'Exalead

Pierre Chappaz, entrepreneur, fondateur de Kelkoo.com, Netvibes et Wikio

Jean-Pierre Cottet, directeur général de Lagardère Active Broadcast, ancien directeur de France 5 et Public Sénat

Tariq Krim, fondateur et président-directeur général de Netvibes

Pierre Kosciusko-Morizet, président de Price minister

Loïc Le Meur, directeur général de Six Apart

Florence Nibart-Devouard, vice-présidente de la *Wikimedia foundation*

15h30

Les enjeux internationaux de la bataille de l'intelligence

A l'heure de l'économie de la connaissance et face aux défis de la mondialisation, l'avenir et la place de notre pays, et au-delà de l'Europe entière, dépendent de notre capacité sans cesse renouvelée à innover. Or, outre l'absence de réforme d'ampleur de son outil de recherche et d'enseignement supérieur, la France souffre d'une masse critique insuffisante. Face à la concurrence de géants comme les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, ou de pays qui compensent leur taille modeste par un très fort dynamisme, comme la Corée du Sud, la France court le risque d'un décrochage scientifique et technologique susceptible de retentir durablement sur son potentiel de croissance.

Comment favoriser une coordination étroite entre les Etats membres de l'Union européenne, seule à même de nous maintenir ensemble aux meilleurs standards internationaux ? Comment donner un nouvel élan à l'Europe de la recherche ? Quelles stratégies privilégier en matière de propriété intellectuelle, de transferts de technologie et d'édiction des normes et standards mondiaux ?

Présidente de séance : **Valérie Pécresse**, député des Yvelines, porte-parole de l'UMP

Invités

Bernard Carayon, député du Tarn

Dominique Deville de Périère, présidente de l'université Montpellier 1

Jean-Jacques Dordain, directeur général de l'ESA

Laurence Paye-Jeanneney, administratrice générale du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Thierry Sueur, vice-président propriété intellectuelle et affaires européennes d'Air Liquide

François Taddei, directeur de recherches à l'INSERM

16h45

Intervention de **Luc Ferry**, membre du Conseil économique et social (CES), ancien ministre

17h00

Conclusion de **Nicolas Sarkozy**, président de l'UMP, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.



Convention pour la France d'après

Mercredi 4 octobre 2006
de 8h30 à 18h00

Maison de la Mutualité
22, rue Saint-Victor 75005 Paris

avec la collaboration de



9h00 Ouverture des travaux : **Claude Goasguen**, député de Paris, délégué général de l'UMP en charge de la Recherche et de l'université, ancien ministre

Intervention de **Gilles de Robien**, ministre de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

9h30 Forces et faiblesses de l'enseignement supérieur et de la recherche en France

Depuis vingt ans, l'enseignement supérieur a été soumis à de fortes évolutions. L'université a dû absorber le choc de la massification avec le doublement du nombre des étudiants. Plus récemment, l'enseignement supérieur a été conduit à réorganiser ses cursus dans le cadre de la mise en place du système LMD (licence-mastère-doctorat). La recherche française se situe pour sa part au cinquième rang mondial. Pourtant, à une époque où la compétition mondiale s'intensifie entre les systèmes d'enseignement supérieur et de recherche, les performances réelles de notre système montrent des signes préoccupants de faiblesse. Les classements internationaux révèlent un déficit de visibilité et de crédibilité de nos capacités. Les taux d'échec dans l'enseignement supérieur sont élevés. Des filières sont bondées alors qu'elles n'offrent que très peu de débouchés. Notre effort de recherche est atone et l'impact scientifique de nos travaux s'inscrit en recul. Pourquoi l'enseignement supérieur ne parvient-il pas à conduire plus d'étudiants au diplôme et tous les diplômés à l'emploi ? Pourquoi la recherche française peine-t-elle à tenir son rang ? Pourquoi nos universités et nos grandes écoles ne figurent-elles pas aux premières places dans les classements internationaux ?

Président de séance : **Laurent Wauquiez**, député de Haute-Loire, secrétaire national de l'UMP auprès du secrétaire général délégué

Invités

Etienne-Emile Baulieu, ancien président de l'Académie des Sciences, membre de l'Académie nationale de médecine
Bernard Belloc, président honoraire de l'université Toulouse I
Jean-François Dhainaut, président de l'université Paris V
Philippe Froguel, directeur de l'Imperial College Genome Centre, directeur de recherche au CNRS
Jean-Robert Pitte, président de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV)
Jean Therme, directeur du CEA de Grenoble

10h45 Intervention de **François Fillon**, sénateur de la Sarthe, conseiller politique du président de l'UMP, ancien ministre

11h00 Débats simultanés

Premier débat - Un nouveau contrat d'objectifs pour l'enseignement supérieur - Salon Monge

La question des missions assignées à l'enseignement supérieur n'est pas réellement posée aujourd'hui. L'université devrait permettre à tout jeune diplômé d'accéder à un emploi correspondant à ses compétences ; or, près de 90 000 jeunes par an sortent de l'enseignement supérieur sans diplôme. Les interactions entre l'enseignement supérieur et la recherche d'une part, l'enseignement supérieur et le monde professionnel d'autre part, sont insuffisantes. Quel contrat d'objectifs définir pour l'enseignement supérieur ? Comment améliorer l'information sur les débouchés offerts par chaque formation ? Quel rôle l'enseignement supérieur doit-il jouer dans l'exigence de formation tout au long de la vie commandée par la globalisation des économies ?

Président de séance : **Alain Lambert**, sénateur de l'Orne, secrétaire national de l'UMP en charge de l'Economie, ancien ministre

Invités

Benoît Braïda, président de l'Association nationale des docteurs ès sciences (ANDES)
Vincent Merle, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
Alain Renaut, philosophe
Philippe Stoffel-Munck, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris I)
Bernard de Montmorillon, président de l'université Paris IX-Dauphine
Pierre-André Périssol, député de l'Allier, ancien ministre
Jacques Singer, président de l'Union nationale des présidents d'IUT

Deuxième débat - La gouvernance de l'université au service de la performance - Salle plénière

En France, les universités restent à la périphérie au lieu d'être au centre du système d'enseignement supérieur et de recherche. Elles sont marginalisées, d'une part, par les grandes écoles, d'autre part, par l'intervention d'organismes nationaux (CNRS, INSERM, INRA, CEA...) dans le pilotage de la recherche. Le principe d'autonomie des universités, affirmé dans la loi Savary de 1984, est resté lettre morte du point de vue tant des capacités de pilotage, de gestion et d'organisation interne des établissements, que de leurs orientations scientifiques. Comment accroître et diversifier les sources de financement des universités afin de leur donner les moyens de projets scientifiques et pédagogiques ambitieux ? Comment utiliser davantage les complémentarités entre les universités et les grandes écoles dont l'excellence est reconnue ? Comment se donner les moyens d'une réelle autonomie des universités leur permettant d'aller beaucoup plus loin dans l'expérimentation de nouveaux modèles d'organisation et de gestion ?

Président de séance : **Claude Goasguen**, député de Paris, délégué général de l'UMP en charge de la Recherche et de l'université, ancien ministre

Invités

Yvon Berland, président de l'université de la méditerranée
Jean-Pierre Boisivon, délégué général de l'Institut de l'entreprise
Christian Bréchet, directeur de l'INSERM
Jacques Cremer, économiste, directeur de l'Institut d'économie industrielle (IDEI) de Toulouse
Richard Descoings, directeur de Sciences Po
Ronan Stéphane, président de l'Université de technologie de Compiègne
Yannick Vallée, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université

Troisième débat - Vie étudiante : moins d'injustices, plus de facilités - Salon Saint-Germain

Malgré le coût relativement limité des cursus de l'enseignement supérieur français au regard des standards internationaux, la situation matérielle des étudiants est précaire, en raison notamment du coût du logement, des difficultés d'accès au crédit ou encore des lacunes des systèmes d'aide sociale. L'état de nos campus affaiblit l'attractivité de nos établissements aux yeux des meilleurs étudiants et enseignants étrangers. Il prive nos étudiants d'un des meilleurs aspects de la vie étudiante, y compris pour la diffusion et le partage des savoirs, des idées, de la connaissance. Quelles réformes entreprendre pour rendre plus accessibles à ceux qui en ont besoin les prêts et les bourses ? Que faire en matière de logement étudiant ? Comment créer des campus de niveau international ? Comment développer l'accompagnement des élèves en difficulté et favoriser les tutorats ? Comment améliorer les conditions d'accueil des stagiaires ?

Président de séance : **Roger Karoutchi**, sénateur des Hauts-de-Seine, secrétaire national de l'UMP en charge des Fédérations et de l'animation

Invités

Pierre Daumard, président du conseil d'administration du CNOUS
Mélanie Gratacos, déléguée générale d'Animafac
Jean-François Martins, président de la FAGE
Thierry Rambaud, membre des jeunes actifs de l'UMP, professeur à l'université de Strasbourg
Fabien de Sans Nicolas, président des Jeunes populaires de l'UMP
René Silvestre, président-fondateur du magazine L'étudiant
Olivier Vial, délégué national de l'UNI
Laurent Wauquiez, député de Haute-Loire, secrétaire national de l'UMP auprès du secrétaire général délégué

13h00 Déjeuner libre

14h00 Débats simultanés

Quatrième débat - Une nouvelle ambition pour notre stratégie nationale de recherche - salle plénière

Alors que la concurrence internationale ne cesse de s'intensifier, la qualité du potentiel de recherche est un atout déterminant pour la compétitivité d'un pays comme le nôtre. Le Pacte national pour la recherche et la loi de programmation pour la recherche promulguée en avril 2006 ont permis certaines avancées. Comment aller plus loin pour renforcer les performances de notre appareil de recherche ? Quel avenir pour nos grands organismes de recherche ? Quelle place doit-on réserver à l'université et aux grandes écoles dans notre effort de recherche ? Comment éviter que nos meilleurs chercheurs s'expatrient et comment faire venir les chercheurs étrangers les plus prometteurs ? Comment améliorer les perspectives de carrière et de rémunération des chercheurs ? Quel contenu donner à l'espace européen de la recherche et du développement ?

Président de séance : **François d'Aubert**, ambassadeur, haut représentant en charge du projet ITER, ancien ministre

Invités

Catherine Bréchnignac, présidente du CNRS
Bernard Carrière, président de l'université Louis Pasteur-Strasbourg 1
Antoine Compagnon, professeur au Collège de France et à Columbia University (New York)
Marion Guillou, présidente-directrice générale de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)
Jacqueline Lecourtier, directrice de l'Agence nationale de la recherche (ANR)
Martine Pretceille, professeur des universités, directrice de l'association Bernard Gregory
Arnaud Tourin, enseignant-chercheur à l'Ecole supérieure de physique et chimie industrielles de la ville de Paris (ESPCI)

Cinquième débat - Se donner les moyens d'une véritable politique d'innovation - Salon Monge

Recherche fondamentale et recherche appliquée, recherche publique et recherche privée, ces dimensions ne doivent pas s'opposer ou s'exclure. Ce sont des composantes complémentaires et indissociables d'un effort puissant et cohérent au service de l'innovation. Le Conseil européen de Barcelone a d'ailleurs fixé à 3% du produit intérieur brut les dépenses qui